

# LA CONFRÉRIE DOZO DANS LE CHAMP SÉCURITAIRE IVOIRIEN, ENTRE PROBLÉMATIQUE ET OPPORTUNITÉS : CAS DE LA VILLE DE KORHOGO

**Amadou KONE**

*Université Félix Houphouët-Boigny, Cocody-Abidjan  
amadou.kkone1@gmail.com*

**Commê Jonathan DJA**

*Université Félix Houphouët-Boigny, Cocody-Abidjan  
jonath88an@gmail.com*

## **Résumé :**

*Cette étude explore les rôles sociaux et politiques de la confrérie dozo dans la sécurité à Korhogo. A travers une approche méthodologique mixte et une interprétation axée sur la théorie des champs de Bourdieu, l'étude révèle que les dozo sont profondément intégrés socialement et culturellement, bénéficiant d'une perception positive locale. Leur rôle dans la sécurité comble les lacunes des forces de l'ordre, mais présente des défis légaux et éthiques notamment, en matière de respect des droits de l'homme. L'étude suggère une nécessaire reconfiguration du dispositif sécuritaire des forces de l'ordre de la zone, afin de tirer parti des compétences et de la disponibilité des dozo.*

**Mots clés :** *Dozo, Intégration sociale, champ sécuritaire, Théorie du champ, Korhogo*

## **Abstract:**

*This study explores the social and political roles of the dozo brotherhood in security in Korhogo. Through a mixed methodological approach and an interpretation focused on Bourdieu's field theory, the study reveals that the dozo are deeply integrated socially and culturally, benefiting from a positive local perception. Their role in security fills the gaps of the law enforcement forces but presents legal and ethical challenges, particularly in terms of human rights compliance. The study suggests a necessary reconfiguration of the security apparatus of the law enforcement forces in the area, in order to leverage the skills and availability of the dozo.*

*Keywords: Dozo, Social Integration, Security Field, Field Theory, Korhogo*

## **Introduction**

L’Afrique, ouverte au monde moderne garde tout de même certaines de ses structures traditionnelles qui jadis, avaient fait la fierté et la grandeur de certaines de ses contrées. En Afrique de l’Ouest par exemple, outre les éléments politiques et religieux, certaines organisations militaires du monde traditionnel africain existent parallèlement au développement socioéconomique des Etats. C’est le cas notamment, des Kamajor en Sierra Leone et des dozo en Côte d’Ivoire (Datro et al., 2018). Concernant les dozo, il convient d’indiquer qu’ils sont non seulement, originaires des ethnies malinkés et Sénoufo mais également, présents au Burkina Faso, au Mali et en Côte d’Ivoire, etc. Cette confrérie aux pouvoirs mystiques surnaturels était historiquement composée de chasseurs-guérisseurs. Au fil du temps, la fonction de ces chasseurs-guérisseurs s’est diversifiée. De chasseurs-guérisseurs, les dozo ont commencé à assumer des rôles variés en tant que défenseurs locaux, miliciens, et même acteurs du maintien de l’ordre (Hellweg et al., 2017).

Le rôle des dozo de Côte d’Ivoire a considérablement changé, surtout après l’indépendance de 1960. Il a changé lorsque le phénomène « des coupeurs de routes » est apparu dans les années 1990. Face au mode opératoire de ces bandits de grand chemin qui dépouillaient les voyageurs de leurs biens dans les localités difficiles d’accès, ceux-ci se sont d’abord transformés en groupes de sécurité privés pour convoier les cars de transports de nuit comme de jour ; puis en acteurs actifs de sécurisation de meetings au cours de certaines manifestations politiques dans les grandes villes ivoiriennes telles qu’Abidjan, Bouaké et Korhogo et enfin, dans les conflits armés notamment, lors de la crise militaro-politique de 2002. La participation de

cette confrérie dans le conflit armé de 2002 aux côtés des groupes rebelles, a conduit à une "dozofication" de ces groupes où les techniques mystiques traditionnelles ont été adaptées à des fins militaires (Youenn, 2019). Après avoir joué un rôle important dans la crise postélectorale de 2010, qui a porté Alassane Ouattara à la tête du pays en tant que Chef d'Etat élu, les dozo ont vu leur statut changer<sup>1</sup>. De membres des Forces Nouvelles (FN) ayant délogé le Président Gbagbo Laurent, les dozo ont été invités à déposer les armes grâce au programme Désarmement Démobilisation et Réinsertion (DDR). Hormis les Commandants des zones militaires (Com-zones) et quelques jeunes gens diplômés qui ont pu intégrer l'armée régulière, la grande majorité d'entre eux ont été enrôlés au sein du DDR afin d'assurer leur reconversion et leur réinsertion dans la vie civile. Malgré leur reconversion, plusieurs dozo se sont donc réorientés vers des rôles de soutien à la police dans le nord du pays en marge de leurs activités économiques, non sans soulever des questions sur la légitimité et la légalité de leurs actions (Niagalé, 2016).

En effet, après la crise post-électorale, la Côte d'Ivoire était confrontée à de nombreux défis dont celui du rétablissement de la sécurité dans le pays (Yebouet, 2011). Dans ce contexte, la présence des dozo dans ce champ dévolu aux forces régaliennes a été tolérée.

Cependant, des préoccupations ont été soulevées par des organisations de défense des droits de l'homme, telles que Human Rights Watch, qui ont signalé des abus commis par les dozo sur les populations civiles. Ces rapports ont mis en lumière le caractère potentiellement instable des dozo et la nécessité de les tenir à l'écart des structures régaliennes de sécurités de l'État. Des incidents spécifiques justifient ces préoccupations. Human Rights Watch (2012) rapporte un massacre perpétré par les

---

<sup>1</sup> Le journal Le Monde, dans sa parution du 14 Novembre 2019 titrait : Les chasseurs dozo, gardiens sacrés et encombrants du Nord ivoirien. Consulté le 26/06/2022.

dozo à Duékoué (Ouest de la Côte d'Ivoire) le 12 juillet 2012, au cours duquel des centaines de personnes auraient été tuées et d'autres attaquées. Un autre incident survenu le 1<sup>er</sup> août 2012 à Sinfra (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire) a vu des dozo tuer une personne et en blesser d'autres (Loukou, 2012).

Face à la détérioration de la situation sécuritaire, les autorités politiques de la Côte d'Ivoire ont pris des mesures significatives en 2012. Parmi celles-ci figure la création de l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (ADDR) qui a joué un rôle important dans la consolidation de la paix sociale. L'objectif principal de cette autorité était de réduire la présence, l'influence ainsi que les activités des diverses milices et groupes armés informels, y compris la confrérie dozo, qui réclamaient la reconnaissance du régime qu'ils avaient contribué à mettre au pouvoir (Hellweg et al., 2017).

Après trois (03) ans d'opération, l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (ADDR) a réalisé des progrès significatifs. Elle a déclaré avoir désarmé et réinséré 85% des soixante-quatorze mille (74.000) ex-combattants visés par le programme, dans la vie civile (Kouamé, 2017).

Malgré ces avancées, la situation dozo reste une exception notable. Ces chasseurs traditionnels, qui ont participé activement au conflit, continuent d'opérer de manière informelle dans le domaine de la sécurité, surtout dans le nord du pays où ils sont principalement basés alors que, l'objectif initial de l'État était de les faire retourner à leur activité traditionnelle de chasse (Fahiramane, 2018).

Selon un rapport des Nations Unies, en dépit de l'expiration du délai fixé par la circulaire interministérielle du 5 juin 2012, au 30 juin 2012, limitant la présence des Dozo aux barrages routiers, ces derniers continuent d'exercer, dans l'impunité totale, des fonctions de police et de gendarmerie dans certaines localités du Nord du pays (Kouamé, 2017).

Les dozo assurent des missions de sécurité de manière informelle, avec la tolérance tacite des autorités ivoiriennes, en particulier dans le département de Korhogo. Joseph Soro, dozo et chef d'un secteur de la ville, cité par Youenn, envoyé spécial pour le journal *Le Monde* en 2019, décrit la manière dont les dozo utilisent leurs tenues pour se camoufler la nuit, interceptant des motos suspectes. Selon lui, le nombre de dozo aurait quadruplé en vingt (20) ans, atteignant environ deux cent mille (200 000) membres.

Un autre dozo, Bakary Ouattara, dans ses propos relatés par ledit journaliste, indique que cette collaboration informelle entre les dozo et les forces de défense et de sécurité est en partie due aux ressources limitées de l'État pour surveiller tout le territoire. Malgré les intentions officielles de l'État ivoirien de retirer les dozo des activités de sécurité, la réalité sur le terrain, notamment à Korhogo, montre une expansion des activités de police menées par ces chasseurs traditionnels (Fahiramane, 2018).

La difficulté de l'État ivoirien et de ses services de sécurité à assurer une protection optimale sur l'ensemble du territoire, dans un contexte de criminalité croissante en milieu urbain et rural, a conduit à des observations notables. En particulier, dans la ville de Korhogo et ses villages environnants, les dozo sont au quotidien aperçus avec des armes à feu de type calibre 12, exerçant des fonctions de police administrative et encadrant des événements publics. Ces chasseurs traditionnels érigent également des barrages routiers et remplacent parfois les agents de police dans le contrôle des axes menant dans les villages (Youenn, 2019). De plus, les dozo seraient souventes fois sollicités pour des patrouilles conjointes avec la police, la gendarmerie et l'armée, selon les populations de Korhogo.

Malgré le refus de l'État de les intégrer formellement aux forces armées de sécurité et de défense, la confrérie dozo continue de maintenir une présence significative dans le champ sécuritaire ivoirien (Bassett, 2004), alors que leur légitimité se discute de

plus en plus, au fur et à mesure que l'État ivoirien renforce ses propres capacités de sécurité, notamment face à la menace djihadiste croissante dans le nord du pays (Hellweg et al., 2017). Cet article veut donc mettre en évidence les stratégies du maintien de la confrérie dozo dans le champ sécuritaire ivoirien notamment, dans la ville de Korhogo. Il s'agira de saisir les ressources de légitimation de l'action dozo dans le champ sécuritaire tant sur le plan de la structure interne de la confrérie que de son rapport avec les autorités traditionnelles. Une attention particulière sera portée à son rôle dans la lutte contre le djihadisme dans le nord du pays. En d'autres termes, par quels moyens, les dozo demeurent-ils malgré tout, des acteurs du champ sécuritaire dans la ville de Korhogo et quel impact cela a-t-il sur leurs rapports avec les forces de l'ordre ?

Sur la base de cette problématique et de la littérature existante, deux (02) hypothèses sont formulées :

Hypothèse 1 : La présence et l'activité des dozo dans le champ sécuritaire à Korhogo sont positivement perçues par la population locale, en raison de leur capacité à combler les lacunes laissées par les forces de l'ordre étatiques, notamment en matière de réponse rapide et de leur connaissance du contexte local. Cette perception positive contribue à leur acceptation sociale et renforce leur rôle informel dans la sécurité.

Hypothèse 2 : L'implication des dozo dans le champ sécuritaire à Korhogo a un impact ambivalent : d'une part, elle contribue à une certaine stabilisation et à une réduction de la criminalité en raison de leur présence et de leur vigilance accrue ; d'autre part, cette implication pose des problèmes en termes de respect des normes légales et des droits de l'homme, entraînant des tensions et des conflits potentiels avec les autorités et les citoyens.

La théorie des champs de Bourdieu offre des perspectives variées pour analyser les positions, les prises de position et les dispositions des acteurs majeurs du champ sécuritaire de Korhogo.

Elle met surtout en exergue la dynamique entre tradition et modernité dans la gestion de la sécurité. En effet, Pierre Bourdieu définit le champ comme un système ou une instance dotée d'une sphère d'influence autour d'éléments centraux ; ce qui reflète un monde social différencié avec des régions spécifiques et autonomes (Anne et Naulin, 2011). Cette notion est liée à sa théorie de l'espace social, où les agents sont positionnés selon leur dotation en différents types de capital : économique, culturel, social, et symbolique (Glevarec, 2021).

La théorie des champs se distingue par son autonomie relative. Les agents, reconnus par leurs pairs, peuvent agir selon des normes internes distinctes, définissant leur professionnalisme à travers des luttes de positions (Hans-Peter et Sintomer, 2006). L'espace social est ainsi un lieu de luttes constantes, où les agents cherchent à dominer ou à modifier les structures du champ (Glevarec, 2021).

Dans le contexte de Korhogo, le champ sécuritaire peut être vu comme un espace où forces régaliennes et dozo luttent pour le capital social de reconnaissance. L'État, représenté par les forces régaliennes, détient le monopole de la violence physique et la symbolique légitime, consolidant ainsi son emprise sur le champ sécuritaire. Parallèlement, les dozo tenteraient d'augmenter leur capital social à travers des actions publiques de sécurité (Fahiramane, 2018).

Les forces régaliennes peuvent adopter une stratégie de conservation pour maintenir leur monopole, tandis que les dozo emploient des stratégies de subversion, comme l'occupation illégale de points de passage, pour démontrer leur efficacité et revendiquer une reconnaissance nationale et juridique.

Conformément à la théorie des champs, la lutte entre les forces régaliennes et les dozo devrait être circonscrite par un intérêt commun : la sécurité des populations. Cette nécessité mène à une collaboration inévitable, malgré les conflits, où chaque acteur joue un rôle complémentaire dans la couverture

sécuritaire de la région. En d'autres termes, les acteurs ont intérêt à maintenir la stabilité du champ sécuritaire tout en cherchant à accroître leurs influences respectives dans ce dernier.

## **1. Définition du champ social**

La ville de Korhogo, située à environ 560 km d'Abidjan dans le nord de la Côte d'Ivoire, est le cœur vibrant du département de Korhogo et de la région du Poro. Depuis juin 2021, elle est également le chef-lieu du district autonome des savanes. Cette ville, riche en histoire et en culture, se trouve à la croisée des chemins entre son héritage traditionnel et un avenir prometteur, marqué par un essor économique rapide.

Korhogo a une histoire riche, avec des origines remontant au Mali actuel. La ville, fondée entre le 14<sup>e</sup> et le 18<sup>e</sup> siècle, est un carrefour culturel important. La population de Korhogo est principalement composée de l'ethnie Sénoufo, mais comprend également des personnes d'autres régions de la Côte d'Ivoire et des pays de l'espace CEDEAO. L'organisation dozo à Korhogo, représentée par l'association Benkadi, joue un rôle notable dans le maintien de l'ordre et la sécurité.

Cela dit, Korhogo est dotée de nombreuses infrastructures administratives et civiles, y compris un centre hospitalier régional, des écoles, et une maison d'arrêt. Sur le plan sécuritaire, la ville abrite la 4<sup>ème</sup> région militaire, la 4<sup>ème</sup> région de gendarmerie, une école de police et plusieurs autres services de sécurité. Toutefois, malgré cette présence étatique, il existe des lacunes dans le dispositif sécuritaire, notamment dans les Sous-préfectures périphériques. De plus, la présence des dozo dans le champ sécuritaire de Korhogo est doublement problématique. D'un côté, ils n'ont pas de légitimité juridique officielle pour agir en tant que forces de l'ordre, mais de l'autre, leur aide est dans la majeure partie du temps appréciée par la

population. Ils sont perçus comme une force parallèle de sécurité, comblant les vides laissés par les forces régulières. Cette situation complexe soulève des questions importantes sur la nature de la sécurité, le rôle des traditions, et la gouvernance dans la région.

## 2. Méthodologie

Cette étude adopte une méthode mixte, qualitative et quantitative. Elle se focalise principalement sur les membres de l'association dozo Benkadi et sur les autorités administratives et sécuritaires de la région. Elle porte sur la perception de l'opinion publique envers les dozo et les forces de l'ordre, ainsi que sur les interactions entre ces différents acteurs. Les autorités administratives et sécuritaires ont fourni des perspectives complémentaires importantes pour comprendre la position de l'État et de l'administration locale sur le rôle des dozo. Pour ce faire, des entretiens semi-dirigés ont été menés auprès de trente-deux (32) personnes dont le Sous-préfet de Korhogo, des commandants de brigades de gendarmerie et certains de leurs hommes, des dozo et plusieurs de leurs sympathisants.

Sur le plan quantitatif, la population mère était composée d'environ mille (1000) personnes, toutes membres reconnus de l'association Benkadi et résidentes de la ville de Korhogo. De cette base démographique, un échantillon de 15% a été atteint, soit cent cinquante (150) personnes ayant répondu au questionnaire. Le critère d'inclusion était l'appartenance à l'association tandis que le critère d'exclusion était d'avoir la carte de membre à jour. L'objectif était de recueillir des informations sur la structure démographique interne de l'association de dozo pour déterminer les secteurs d'activités occupés par ces derniers dans la ville de Korhogo, leurs niveaux d'instruction ou même le pourcentage de femmes en leur sein.

Sur le terrain, un séjour de trois (03) semaines à Korhogo a permis de parcourir la ville et de visiter plusieurs villages. Cette observation directe a offert des aperçus précieux sur les dispositions en matière de sécurité prises par les autorités publiques et l'existence des barrages dozo. Ces observations ont aidé à comprendre la dynamique de sécurité dans la ville de Korhogo et la manière dont les habitants perçoivent et interagissent avec ces arrangements.

En résumé, cette approche méthodologique mixte a permis d'aborder l'étude sous différents angles, en combinant analyse quantitative et analyse qualitative pour une compréhension complète du rôle des dozo dans la ville de Korhogo.

### **3. Stratégies de maintien des dozo dans le champ sécuritaire de la ville de Korhogo**

Les dozo de la ville de Korhogo, connus pour être des chasseurs traditionnels arrivent à se maintenir dans le champ sécuritaire de la région grâce au fait que les populations s'identifient en eux. La confiance que les chefs traditionnels vouent à cette confrérie fait d'elle une interlocutrice de choix entre les forces de l'ordre et les populations de la ville. Mais, cette présence dans le champ sécuritaire présente certains inconvénients

#### ***3.1. Les dozo de Korhogo : Hiérarchie, Diversité et Impact socio-économique dans la sécurité locale***

Les chasseurs traditionnels, réputés pour leurs connaissances de la forêt et des pratiques mystiques, se maintiennent dans le champ sécuritaire à travers l'intégration socio-économique de leurs membres dans la région. Leurs participations dans divers secteurs économiques, culturels et leur capacité à tisser des liens forts avec la communauté font de la confrérie des dozo, une sorte de police de proximité.

### *3.1.1. Intégration socio-économique et rôle clé dans la sécurité locale*

La présence et l'activité des dozo dans la ville de Korhogo jouent un rôle significatif dans le champ sécuritaire local. Leur intégration socio-économique, reflétée par la diversité de leurs activités économiques, renforce leur acceptabilité et leur légitimité au sein de la population.

Ces activités ne se limitent plus à la chasse traditionnelle, qui sert davantage à préserver les traditions qu'à constituer une source principale de revenus. En effet, la majorité des dozo mènent une vie économiquement active dans divers domaines : métiers techniques (électriciens, forgerons, mécaniciens), commerce (vente de produits variés sur les marchés) et agropastoralisme. Certains occupent même des postes de responsabilité ou de simple agent tant dans l'administration publique que privée, démontrant ainsi, le rôle transcendantal de l'activité de dozo au-delà du cadre d'une activité économique lucrative.

Leur intégration dans la vie quotidienne de la communauté les positionne dans une situation avantageuse pour des activités de renseignement. Cet avantage fait d'eux des interlocuteurs privilégiés pour les forces de l'ordre. La confiance que la population accorde aux dozo est souvent supérieure à celle que celle-ci a envers les forces de policie et de gendarmerie, en raison de leur réponse rapide et de leur connaissance du contexte local.

En outre, une part significative des dozo joue des rôles de guérisseurs ou de prêtres traditionnels, mettant ainsi leurs connaissances mystiques au service de la population. Ces compétences, valorisées par les communautés locales, contribuent à renforcer non seulement leur ancrage dans la vie quotidienne de la population mais aussi, leur rôle informel dans la sécurité et le bien-être communautaire.

La confrérie dozo à Korhogo est un élément essentiel du tissu socio-économique local et un acteur clé dans le maintien de la sécurité, et cette fonction est positivement perçue par la population locale.

### *3.1.2. Une structure hiérarchique pour une sécurité communautaire efficace*

La confrérie dozo à Korhogo se distingue par sa structure hiérarchique bien définie et son intégration sociale qui lui permettent de jouer un rôle déterminant dans la sécurité locale. L'analyse socio-anthropologique révèle l'existence de deux (02) groupes dominants : les novices (0 à 5 ans d'expérience) et les vétérans (plus de 16 ans d'expérience), constituant respectivement 25% et 55% de la population dozo dans la ville de Korhogo. Cette répartition assure un encadrement efficace et une transmission de la sagesse ainsi que des pratiques traditionnelles de la classe des anciens aux novices, tout en prévenant les conflits internes.

Les novices sont formés par les vétérans non seulement dans les pratiques traditionnelles, mais aussi dans l'acquisition des pouvoirs mystiques. Cette transmission de connaissances favorise la cohésion et le respect inconditionnel des aînés. Qui mieux-est, cette harmonie intergénérationnelle renforce l'unité de la confrérie et la quête collective de reconnaissance.

Ainsi, ce respect de la hiérarchie et de l'autorité de l'État positionne les dozo comme des auxiliaires des forces de l'ordre et non pas comme des concurrents. Cette approche leur confère une image d'exemplarité qui contraste avec les perceptions négatives souvent associées aux forces de l'ordre, et renforce leur acceptabilité sociale.

La présence majoritaire de membres expérimentés au sein de la confrérie projette une image de maturité et de stabilité qui valorise leur rôle dans la préservation de la discipline au sein de la jeunesse et le respect de l'autorité étatique. Le soutien des

autorités traditionnelles, notamment de Sa Majesté Issa Coulibaly, chef canton de Korhogo, considéré par sa communauté comme roi, renforce leur légitimité et leur position en tant qu'acteurs clés de la sécurité et de la stabilité régionale. L'organisation interne des dozo et leur collaboration respectueuse avec les autorités étatiques et traditionnelles contribuent ainsi à renvoyer une image positive de ces derniers au sein de la population locale. Cette acceptation sociale concourt à les légitimer dans le rôle informel qu'ils se sont donnés, à savoir le maintien de la sécurité à Korhogo.

### *3.1.3. Diversité religieuse et influence sociale croissante*

La confrérie dozo de Korhogo, soutenue par la chefferie traditionnelle, s'efforce également d'obtenir l'appui des communautés religieuses locales. L'enquête de terrain révèle une diversité surprenante dans les affiliations religieuses au sein de la confrérie, principalement composée de membres musulmans (58%) et animistes (37%). Cette répartition, dominée par l'islam dans un contexte urbain, pourrait différer en milieu rural où la présence chrétienne et animiste est plus forte qu'en ville.

L'adhésion à la confrérie obéit à des règles propres qui s'imposent aux membres. Ainsi, pour acquérir les connaissances traditionnelles en rapport avec la maîtrise du milieu naturel, le dozo est introduit par des rites initiatiques qui lui permettent de conclure des pactes avec des esprits de la forêt tout en vouant son existence à l'exercice du bien. Dans sa marche, le dozo est amené à approfondir ses connaissances sur les mystères de la brousse sous l'ultime condition de respecter scrupuleusement le serment de bonne conduite prêté devant le fétiche du dangou, seul garant de l'authenticité de l'identité du dozo.

Ces règles ne sont pas exclusives. Elles ne servent pas à empêcher les individus qui partagent d'autres croyances

religieuses d'intégrer la confrérie. Pratiquer une autre religion reste de l'ordre du choix personnel de chaque adhérent tandis qu'appartenir à la confrérie relève de l'héritage culturel des ethnies sénoufo et malinké du Nord de la Côte d'Ivoire.

Être dozo est un engagement qui implique historiquement et culturellement les communautés autochtones du nord du pays. Son ancrage dans l'identité des populations locales met le dozo au-dessus du débat religieux, du moins pour les personnes qui adhèrent à cette confrérie. En effet, les dozo rencontrés dans la ville de Korhogo ne se posent pas de questions sur la cohérence entre la croyance musulmane et dozo par exemple. L'existence de musulmans et d'animistes dozo témoigne de l'ouverture religieuse de la confrérie. Cette ouverture religieuse contredit certains discours qui l'accusent de sectarisme et renforce la légitimité de la confrérie dozo auprès des différentes communautés religieuses.

Ainsi, la confrérie dozo adopte une stratégie d'intégration sociale étendue pour maintenir sa place dans l'espace sécuritaire de Korhogo. Elle gagne d'abord, la solidarité de la population par son implication dans divers secteurs économiques en offrant des services tels que la prêtrise traditionnelle, la médecine traditionnelle et la sécurité. Ensuite, elle s'assure le soutien des autorités traditionnelles en faisant preuve de discipline et de respect des lois, souvent en surpassant les forces régaliennes en termes de moralité. L'accueil de toutes les religions démontre enfin sa flexibilité et son engagement à représenter fidèlement la mosaïque sociale de la ville. Cette intégration sociale rend la confrérie presque inattaquable et indispensable dans les domaines qu'elle choisit d'investir. Elle indique également une capacité d'adaptation qui pourrait lui permettre d'étendre son influence bien au-delà du champ de la sécurité.

### ***3.2. Les Dozo de Korhogo : Entre Sécurité Locale, Conflits d'Intérêts et Défis Terroristes***

Les chasseurs traditionnels, réputés pour leurs connaissances ancestrales se trouvent à l'intersection des traditions séculaires et des défis modernes. La dualité qui caractérise le contexte dans lequel ils décident d'accomplir leur mission de sécurité, les poussent constamment à œuvrer sur le fil du rasoir.

#### ***3.2.1. Dynamique et tensions : Dozo et forces de l'ordre dans le champ sécuritaire de la ville de Korhogo***

Dans la ville de Korhogo, le champ sécuritaire est caractérisé par une relation complexe et tendue entre les forces de l'ordre et les dozo. D'un côté, les forces de l'ordre, qui prétendent opérer indépendamment et légalement, et de l'autre, les dozo, oscillant entre une action autonome et une collaboration avec les forces régaliennes. Cette tension, moins institutionnelle qu'idéologique, trouve ses racines dans la crise militaro-politique de 2002 durant laquelle certains dozo ont été activement impliqués.

L'association Benkadi de Korhogo, pour sa part, réfute toute participation institutionnelle dans ce conflit, même si lors de cette crise militaro-politique, la présence d'individus en tenue dozo s'est faite remarquée. Cependant, la majorité des témoignages locaux soutiennent que la confrérie dozo Benkadi est restée éloignée des affaires politiques, bien que l'implication individuelle de certains dozo ne soit pas à exclure. Cette situation décrit la complexité des affiliations durant la crise ivoirienne de 2002.

Quant à la situation actuelle, elle révèle la rancune que certains membres des forces régaliennes vouent envers la confrérie dozo, interprétant leur rôle passé comme une trahison tandis que pour cette dernière, c'est un sentiment d'indignation qui la traverse, à

l'idée d'être la cible d'une telle animosité. La confrérie dozo Benkadi insiste sur son caractère apolitique et signale la présence de membres des forces de l'ordre au sein de la confrérie c'est-à-dire initiés à la tradition dozo. Pour l'association Benkadi, l'engagement des dozo dans le conflit reflétait davantage des divisions internes au sein des forces de sécurité que le soutien de la confrérie dozo à un parti politique.

Cet état de fait met en lumière les défis d'intégration et de collaboration dans le champ sécuritaire à Korhogo, où les tensions historiques et idéologiques continuent de peser sur les relations actuelles. D'une part, l'implication des dozo contribue, selon la population, à une certaine stabilisation et à une diminution de la criminalité. D'autre part, cette implication suscite la méfiance des forces de l'ordre qui considèrent les dozo comme une force armée qui échappe au contrôle de l'Etat.

### *3.2.2. Un rôle sécuritaire vital entre acceptation et controverse*

L'implication des dozo dans le champ sécuritaire de la ville de Korhogo est globalement reconnue comme ayant un impact significatif. Lors de la crise militaro-politique qui a vu le pays partitionné en deux (02) zones nord et sud, les dozo ont été mis à contribution dans la zone nord, où l'autorité de l'Etat avait cessé de s'affirmer. Durant les années où cette situation a couru, ce sont les dozo qui ont assuré les rôles de police judiciaire.

Le rétablissement de l'autorité de l'État dans la partie nord du pays a vu les dozo se faire écartier d'une tâche dans laquelle ils s'estiment compétents. Leur retrait ne s'est donc pas fait sans frustration d'autant plus qu'au lieu de reconnaître le travail qu'ils ont abattu, ce sont leurs lacunes qui ont été mis au goût du jour pour justifier leur éviction. Leur manque de professionnalisme au regard de la loi a vite fait d'être mis en avant, du fait des pratiques qui sont souvent en contradiction avec les droits de l'homme. Par conséquent, les dozo ne sont pas

autorisés à se faire justice ou à rendre la justice. Ils sont sommés de remettre les présumés délinquants ou criminelles aux forces régaliennes de l'Etat.

Malgré tout, les dozo continuent de jouer un rôle clé, surtout dans les zones moins accessibles où les forces de l'ordre peinent à assurer une présence constante. Cette situation a rendu les populations rurales dépendantes de la confrérie qui assure au quotidien leur sécurité. Ainsi, des groupes d'auto-défense sont formés dans chaque village, en réponse à l'inaction de l'Etat dans ces contrées éloignées.

Le constat est que les dozo sont non seulement, déterminants dans la capture des voleurs de bétails mais, ils sont également dissuasifs dans la gestion d'autres types d'agressions à travers leurs différentes méthodes alliant à la fois courage et mysticisme. Les présumés criminels sont avant tout soumis à la justice traditionnelle qui leur est appliquée par le truchement du chef de l'association dozo de la ville ou du chef de canton central qui représente l'autorité traditionnelle suprême. Ce dernier juge les conflits dans la communauté tandis que le chef dozo s'occupe de l'enquête et de la punition à infliger à ces présumés criminels. De ce fait, l'action des dozo est controversée car, si elle est acceptée par la population qui préfère fonctionner sur le modèle traditionnel, le rôle sécuritaire des dozo est diversement apprécié par les autorités sécuritaires et politiques qui pourraient y mettre fin à tout moment.

### ***3.2.3. Les dozo de Korhogo face à la menace terroriste : un potentiel sous-estimé***

Les dozo de la ville de Korhogo, ayant acquis une présence notable dans le champ sécuritaire depuis la crise militaro-politique de 2002, se préparent désormais à combattre la menace terroriste grandissante aux frontières de la Côte d'Ivoire avec le Mali et le Burkina Faso. Bien que cette région du nord ivoirien n'ait pas été directement touchée par des actes terroristes, les

dozo, conscients de cette menace, envisagent de jouer un rôle actif en tant qu'informateurs et surveillants des frontières, s'ils sont sollicités par l'Etat.

Le rôle des dozo s'avère nécessaire dans un contexte où ils sont les mieux placés pour recueillir des informations, qui mieux est, pour effectuer le renseignement. Fort de cette habileté à manœuvrer en brousse, endroits où peuvent se retrancher les insurgés, les dozo disposent d'un avantage certain que semblent ne pas avoir les forces régaliennes. Pour cela, ils ont besoin d'être reconnus et accompagnés par l'État. Si l'étape de la reconnaissance étatique a été franchie notamment, à travers la création de l'association Benkadi en 2016, l'étape suivante qui consiste en un apport financier et logistique de l'Etat au profit d'une meilleure organisation des dozo, tarde à se réaliser.

Cette situation amène les dozo à se sentir sous-estimés par l'Etat, nonobstant leurs différentes qualités et leurs compétences dans le domaine sécuritaire. Les dozo estiment avoir beaucoup à offrir à la nation si leur collaboration avec les autorités sécuritaires quittait le cadre informel pour s'engluer dans un cadre formel c'est-à-dire un partenariat avec un cahier des charges sans ambiguïté pour chacune des parties prenantes au champ sécuritaire. Ainsi, la réponse dozo à la menace terroriste vient intégrer la liste des stratégies de maintien des dozo dans le système sécuritaire du nord de la Côte d'Ivoire.

## **Discussion**

Cette étude a débuté avec l'objectif de comprendre les dynamiques sociales et politiques à l'œuvre dans le maintien des dozo dans le domaine sécuritaire de la ville de Korhogo. Les résultats d'enquêtes, combinés aux travaux d'auteurs précédents, permettent de formuler les observations suivantes : Il a été admis de voir une intégration sociale parmi les membres de la confrérie dozo Benkadi, ce qui correspond aux

observations d'Alpha Condé dans *Les sociétés traditionnelles mandingues* (1974). La forte présence de Sénoufo (87%) de l'échantillon illustre que la confrérie dozo est profondément ancrée dans la culture mandée, un fait également soutenu par la présence de Maliens (11%), comme le souligne Youssouf Tata Cissé dans *La confrérie des chasseurs Malinké et Bambara : mythes, rites et récits initiatiques* (1994). Cette confrérie transcende les frontières nationales et ethniques, d'où le fait que les populations locales se reconnaissent en elle. Le dozo est une partie indétachable de l'identité sénoufo et malinké de telle sorte que dans chaque famille (des ethnies citées), la charge de dozo se lègue de génération en génération.

Angelo Turco, dans « Sémantiques de la violence : territoire, guerre et pouvoir en Afrique mandingue » (2007), met en lumière le rôle historique des dozo en tant que corps armés, remontant à l'Empire du Mali. Dans ce contexte, leur rôle actuel à Korhogo peut être appréhendé comme la continuation d'une longue tradition guerrière. En effet, le dozo se voit comme un guerrier. C'est à cela que sert sa formation. Une formation aux connaissances de la brousse utile pour la chasse, la médecine mais aussi, pour la guerre qui se déroulait auparavant dans un environnement forestier. Néanmoins, ce que ces auteurs n'abordent pas est la manière dont la confrérie s'est adaptée aux changements sociaux, s'ouvrant sur les plans religieux et économiques. Aujourd'hui, au sein de la confrérie dozo, l'on dénombre des musulmans, des animistes et mêmes des chrétiens, mêmes si ces derniers sont extrêmement rares. Mais, ils existent. Cela traduit l'ouverture religieuse de la confrérie dozo. Qui plus est, en l'espace de plusieurs décennies, les dozo ont navigué dans le champ sécuritaire ivoirien, passant du statut de chasseurs traditionnels à celui de groupe d'autodéfense. En effet, du statut de chasseurs-guérisseurs traditionnels, ils sont devenus des agents de sécurité privé, puis cobelligérants dans un conflit armé, agents de police dans les zones sous occupation rebelle, à

celui d'agent de renseignement, pour finir, membres de groupes d'autodéfense. Il s'agit là d'un cycle qui marque la volonté des dozo de ne pas s'éloigner du cadre sécuritaire.

Thomas Basset, dans « Containing the Donzow : the politics of scale in Côte d'Ivoire » (2004), rappelle que l'implication des dozo dans la sécurité publique ne date pas de la crise de 2002, mais remonte au régime du parti unique, sur invitation des autorités étatiques. Leur présence continue dans le champ sécuritaire trouve son fondement dans le soutien que leur apportent la chefferie traditionnelle et une frange importante de la population de Korhogo. Ces deux (02) entités perçoivent en cette confrérie, une alternative aux forces de police et de gendarmerie. Dans ce contexte, si les dozo justifient leur implication dans le domaine sécuritaire d'une part, par des raisons historiques remontant à l'empire du Mali, ils réussissent à se maintenir dans la sécurité grâce à l'encouragement de la chefferie sénoufo de la ville de Korhogo, dont la personne la plus illustre est le chef canton central de la ville. L'attrait de la population pour la résolution traditionnelle des conflits, place les dozo au centre de l'appareil sécuritaire de la ville, car ceux-ci constituent le bras armé de la chefferie traditionnelle et par ricochet, de la population.

Joseph Helweg, dans *Hunting the Ethical State. The Benkadi Movement of Côte-d'Ivoire* (2011), interprète le fait que les populations considèrent les dozo comme une alternative aux forces de l'ordre et également comme une opportunité de positionnement extra ethno-géographique (pour les dozo). Leurs activités sécuritaires s'étendent désormais au-delà du grand Nord qui constitue leur base culturelle traditionnelle. En effet, les dozo ont acquis une réputation qui leur a permis d'exporter leur savoir-faire au-delà de leur air culturel naturel. Cependant, leur présence hors de cette zone soulève des problèmes d'adaptation aux réalités des populations locales, notamment à l'ouest de la Côte d'Ivoire, où des conflits avec les populations

autochtones sont fréquemment rapportés. La plupart du temps, ce sont des sénoufos ou des malinkés en fonction dans d'autres parties du pays qui font appel aux dozo, connaissant leur efficacité et faisant fi des désagréments que cela peut causer aux populations autochtones qui pourraient se sentir assiégées par des individus armés, ne maîtrisant pas les spécificités et les tempéraments locaux.

Cette étude du moment où elle se limite à la zone géographique naturelle des dozo, elle ne peut en aucun cas fournir d'informations sur ces interactions conflictuelles, en dehors de ce qui a été rapporté par la presse.

Même dans un contexte de large acceptation, le champ sécuritaire de la ville de Korhogo est le théâtre de luttes de positionnement et de stratégies pour l'accroissement des capitaux sociaux des différents acteurs. L'application de la théorie des champs de Pierre Bourdieu (1980), telle qu'elle a été revisitée par des auteurs comme Anne Jourdain et Sidonie Naulin (2011), Hans-Peter et Sintomer (2006) et Glevarec Hervé (2021), offre un éclairage sur la nature des conflits présents dans tout champ social, et plus particulièrement dans le domaine de la sécurité à Korhogo. Le maintien de la confrérie dozo dans le champ sécuritaire s'apparente à une volonté de survie en lien avec le rôle historique qu'elle revendique. La sécurité du roi et des populations est un devoir que les dozo ne veulent pas voir disparaître même si, les frontières de l'empire du Mali se sont estompées, pour laisser place à de nouveaux tracés et à de nouvelles autorités qui ne les reconnaissent pas forcément dans ce rôle. A l'intérieur de ce champ sécuritaire, les dozo procèdent par des actions de séduction au niveau de leur image, de leur disponibilité et de leur attachement à la tradition sénoufo afin que les populations réclament leur présence et incitent l'Etat à ne pas les expulser de ce secteur.

Pour les forces de l'ordre, la présence des dozo dans des actions de police telles que l'érection de points de contrôle à l'entrée des

villages dont plusieurs sont maintenant intégrés à la ville, les patrouilles et l'appréhension de présumés criminels, est une concurrence et une défiance à l'Etat. Les événements de 2002 à 2010 ont terni l'image des dozo auprès de certaines forces de l'ordre qui voient en cette confrérie, une force qui pourrait être de nouveau instrumentalisée dans des actions subversives et de rébellion. Pour cette raison et pour le fait que la grande majorité de leurs membres soit illettrée, c'est-à-dire ne comprenant pas grand-chose aux lois et aux subtilités qui entourent leur application, les dozo sont disqualifiés dans le rôle de protecteur qu'ils se donnent. Pour que l'autorité de l'Etat soit totale, il est nécessaire qu'il n'y ait pas d'ambiguïté sur l'entité responsable de la sécurité des populations sur l'ensemble du territoire ivoirien.

Le champ sécuritaire est donc jalousement revendiqué par chaque acteur qui évoque des éléments qui tendent à disqualifier l'autre. Toutefois, dans les propositions, l'on remarquera d'emblée que chaque acteur milite en faveur de plus de sécurité pour les populations. Dans ces conditions, mutualiser les efforts de chaque partie sous l'autorité de l'Etat serait une meilleure manière d'atteindre cet objectif notamment, dans les zones où les dozo sont le plus acceptés, à avoir dans le nord du pays.

Cette étude fournit des éléments pour évaluer les deux (02) hypothèses formulées précédemment.

Concernant la première hypothèse, qui porte sur la perception positive des dozo par la population locale, l'analyse suggère que cette hypothèse est largement vérifiée. L'intégration sociale des dozo, notamment au sein de la confrérie Benkadi, témoigne de leur ancrage culturel et social. Cette intégration est encore renforcée par leur composition ethnique majoritairement Sénoufo, indiquant une perception favorable au sein de leur contexte culturel mandé. De plus, le soutien continu de la chefferie traditionnelle et d'une partie importante de la population de Korhogo confirme cette acceptation sociale et

reconnaît leur utilité en tant qu'alternative aux forces de police et de gendarmerie. La connaissance du contexte local par les dozo, enracinée dans leur héritage culturel et leur intégration communautaire, les rend particulièrement efficaces dans des situations nécessitant une réponse rapide et sensible aux spécificités locales.

Quant à la deuxième hypothèse, qui aborde l'impact ambivalent de l'implication des dozo dans le champ sécuritaire, elle semble également largement vérifiée. D'un côté, leur activité sécuritaire, qui s'étend au-delà de leur base culturelle traditionnelle, indique un rôle actif et probablement positif dans la sécurité. Cette présence et cette vigilance accrues des dozo peuvent contribuer à une stabilisation et à une réduction de la criminalité, comme en témoigne leur acceptation par une partie de la population et par les chefs traditionnels. D'un autre côté, leur implication en dehors de leur zone ethnique traditionnelle, notamment à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, soulève des défis d'adaptation et des conflits avec les populations locales. L'absence d'un cadre légal formel pour leur rôle dans la sécurité soulève des questions sur le respect des normes légales et des droits de l'homme ; et cela pourrait exacerber la tension entre les dozo et les forces de l'ordre officielles.

En somme, ces hypothèses sont largement soutenues par les informations recueillies dans cette étude. La première met en lumière l'intégration et l'acceptation sociale des dozo dans leur contexte local tandis que la seconde, révèle les défis et les implications ambivalentes de leur rôle dans la sécurité de la ville de Korhogo.

## **Conclusion**

Notre étude sur les stratégies de maintien de la confrérie dozo dans le champ sécuritaire de la ville de Korhogo révèle des dynamiques sociales et politiques complexes. Elle confirme que

les dozo, avec leur intégration sociale et leur ancrage dans la culture mandée, jouent un rôle déterminant et largement accepté dans le maintien de la sécurité locale. Cette acceptation est renforcée par leur connaissance du contexte local et leur réponse rapide aux situations de sécurité, comblant ainsi les lacunes laissées par les forces de l'ordre étatiques.

Cependant, l'étude met également en lumière l'impact ambivalent de l'implication des dozo. D'une part, leur présence contribue à la stabilisation et à la réduction de la criminalité, d'où leur maintien. D'autre part, elle soulève des questions concernant le respect des normes légales et des droits de l'homme, exacerbant les tensions avec les autorités officielles. Ce conflit, moins institutionnel qu'idéologique, nécessite une adaptation contextuelle du système de sécurité des autorités de la ville de Korhogo pour tenir compte des spécificités culturelles et de la réalité sur le terrain.

En définitive, cette étude souligne la nécessité d'une approche plus nuancée et intégrée dans la gestion de la sécurité à Korhogo. Elle reconnaît à la fois le rôle vital des dozo et les défis qu'ils représentent. Elle appelle également une réflexion approfondie sur les moyens à mobiliser en vue d'harmoniser la tradition et la modernité dans le domaine de la sécurité pour assurer une coexistence pacifique et efficace entre les différentes forces en présence.

## **Bibliographie**

Basset T. J. (2004) « Containing the Donzow: the politics of scale in Côte d'Ivoire » in *Africa Today*, n°4, pp. 31-49.

Condé A. (1974). *Les sociétés traditionnelles mandingues*. Centre régional de documentation pour, La tradition orale, Niamey, 238 p.

Datro, O. N., Kouamé, K. A., & Kouassi, K. A. (2018). « Les chasseurs-miliciens dans les guerres civiles en

Afrique : étude comparée des Kamajors de Sierra Leone et des Dozos de Côte d'Ivoire (1991-2011) ». *Revue internationale de politique comparée*, 25(2), 179-197. <https://doi.org/10.3917/ripc.252.0179>

Fahiraman K. R. (2018). « La confrérie des chasseurs traditionnels dozos en Côte d'Ivoire - Enjeux socio-culturels et dynamiques sécuritaires ». *Montréal (Québec)*, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques

et diplomatiques, 1 ressource en ligne (50 pages), Collections de BANQ.

Hans-Peter, Sintomer Y. (2006). *Pierre Bourdieu, théorie et pratique : Perspectives franco-allemandes*. La Découverte.

Hellweg J., Médevielle N. (2017). « Zakaria Koné et les transformations des chasseurs dozos en Côte d'Ivoire. De la société civile comme stratégie politique », *Afrique contemporaine*, vol. 263-264, no. 3-4, pp. 41-58.

Hellweg J., (2011). *Hunting the Ethical State. The Benkadi Movement of Côte-d'Ivoire*. Chicago, University of Chicago Press, 312 p., bibl.

Glevarec H. (2021). L'« espace social » selon P. Bourdieu: Les fondements d'une figuration de la société et d'une interprétation des pratiques culturelles. *L'Année sociologique*, 71, 17-22. <https://doi.org/10.3917/anso.211.e0017>

Turco Angelo (décembre 2007). « Sémantiques de la violence : territoire, guerre et pouvoir en Afrique mandingue ». *Cahiers de géographie du Québec*. Volume 51, numéro 144, p. 307-332.

Youssef Tata Cisse, (1994), *La confrérie des chasseurs Malinké et Bambara : mythes, rites et récits initiatiques*, Nouvelles du Sud, Ivry ; Agence de coopération culturelle et technique, Paris, 1994, 390 p

## Webographie

Human Rights Watch (2012, 29 mars). « Côte d'Ivoire : Ouattara n'a pas tenu ses promesses de justice impartiale Tribune de Matt Wells au sujet de l'impunité pour les crimes commis il y a un an à Duékoué par des forces loyales à l'actuel président Alassane Ouattara ». *Slate Afrique*. | Human Rights Watch (hrw.org)

Kouamé G. L. (2017, 31 Juillet) « ADDR en Côte-d'Ivoire: Une gestion qui a bouleversé la vie des ex- combattants démobilisés (documents) ». – Connectionivoirienne

Loukou J. P. (2012, 2 août) « Sinfra / Dozo et population s'affrontent : Un mort, 15 blessés graves, plusieurs cases brûlées ». | *Le Nouveau Réveil*. Abidjan.net News

Niagalé B. P. (2016). « La confrérie des chasseurs « Dozos » de Côte d'Ivoire ». *Afrique contemporaine*, (260), 93-109. <https://doi.org/10.3917/afco.260.0093>

Yebouet, P. H. (2011). « La Côte d'Ivoire au lendemain de la crise post-électorale : entre sortie de crise politique et défis sécuritaires ». *Sécurité et stratégie*, (7), 22-32. <https://doi.org/10.3917/sestr.007.0022>

Youenn G. (2019, 14 novembre). « Les chasseurs dozos, gardiens sacrés et encombrants du Nord ivoirien ». *Le Monde*.